

il est possible que les organismes privés puissent en assurer certains moyennant le versement d'un droit. Par ailleurs, les services et l'aide fournis gratuitement par la CCC ont été utiles aux petites entreprises qu'elle aide à pénétrer sur le marché des exportations et leur ont permis de réduire leurs frais. Si l'on jugeait que le recouvrement des coûts était souhaitable, un barème des droits pourrait être établi, en se basant soit sur les droits exigés ailleurs pour des services semblables, soit sur les frais administratifs encourus par la CCC.

iii) Réorganisation de la CCC

Le type d'organisation qui conviendrait le mieux à la CCC dans le cadre de son mandat actuel ou d'un mandat modifié a également soulevé des questions. Certaines carences peuvent fort bien résulter de la structure actuelle qui veut que le personnel de la CCC relève de deux organismes distincts. La question de la responsabilité du personnel devant l'administration centrale peut également être soulevée. Il serait par ailleurs possible de réduire les coûts et d'assurer plus efficacement les services si la CCC était réorganisée dans le cadre de son mandat actuel. Si son mandat devait être modifié, il pourrait y avoir lieu de procéder à une réorganisation différente qui servirait à souligner et à renforcer ce nouveau mandat.

G) AUTRES PROGRAMMES SPÉCIALISÉS

Le défi

S'assurer qu'un financement concurrentiel des exportations est disponible et tient compte des besoins propres à certains produits.

Contexte

Quoique les céréales dominent les exportations agricoles du Canada, d'autres produits agricoles et de la pêche exportés sont tout aussi importants. Les ventes effectuées à l'étranger sont normalement faites au comptant ou à crédit à court terme, comme c'est l'habitude pour les marchandises écoulées sur les marchés internationaux. Lorsque les exportateurs canadiens sont confrontés à des concurrents qui offrent des crédits à moyen terme, le gouvernement est en mesure de s'assurer qu'un financement comparable est disponible grâce au mécanisme de la SEE (Compte d'assurances du gouvernement). Ces concurrents bénéficient généralement des services que leur fournissent le programme GSM-102 ou le Blended Credit Program de la Commodity Credit Corporation des États-Unis. Ces deux programmes prévoient généralement des garanties pour les prêts de trois ans au maximum ou un financement en partie